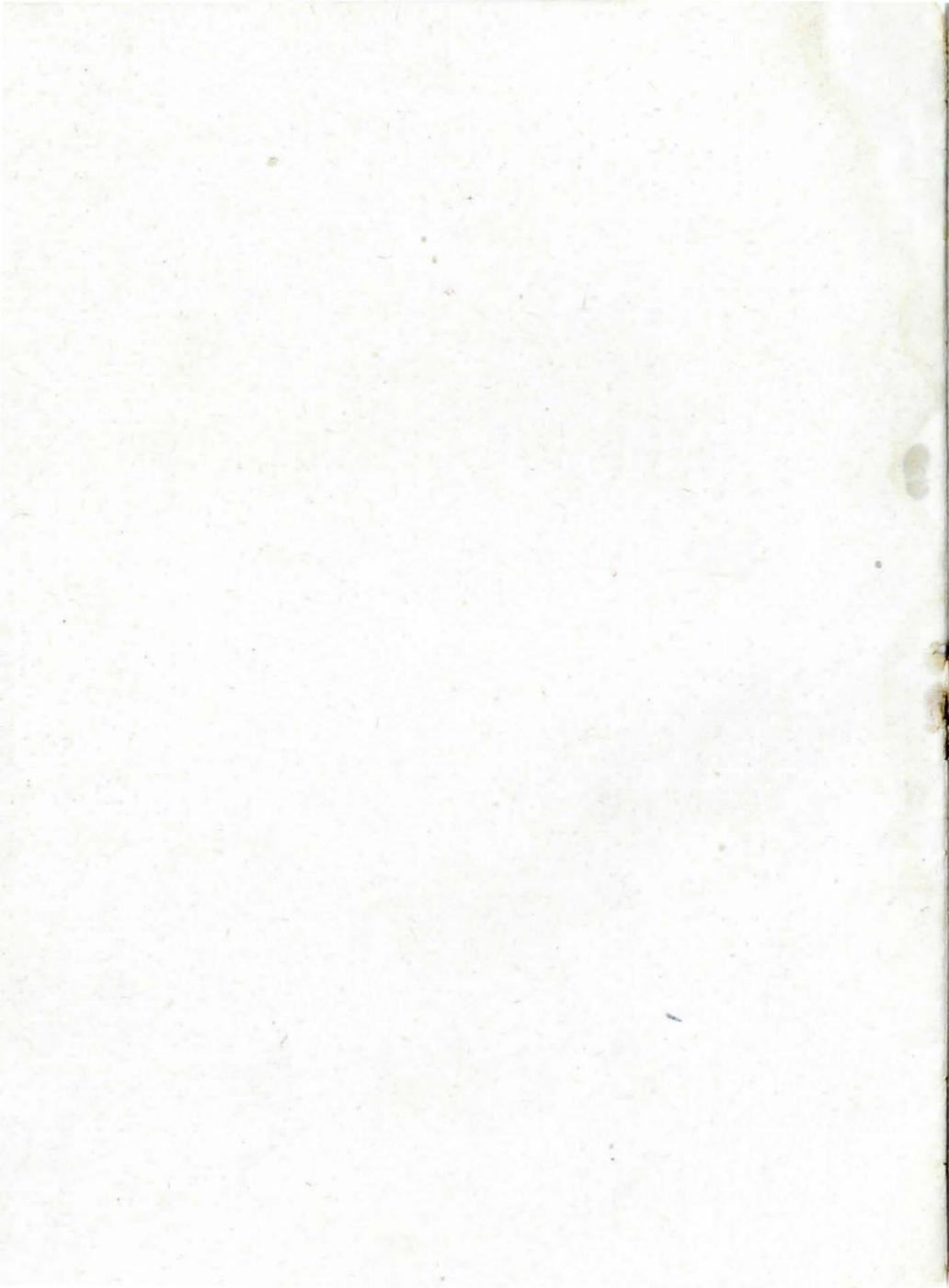


DECLARATION  
DE  
M. LE PRÉSIDENT  
DU CONSEIL  
DR. NEGRÍN

(Barcelone 14 Octobre 1938)

ÉDITIONS ESPAGNOLES

1938



R.-457

DECLARATION  
DE  
M. LE PRÉSIDENT  
DU CONSEIL  
DR. NEGRÍN

(Barcelone 14 Octobre 1938)

ÉDITIONS ESPAGNOLES

1938



Nous sommes placés en ce moment devant un abîme de confusions vers lequel le monde se trouve entraîné par le choc entre une prudence pusillanime et une audace téméraire ; le heurt de peuples qui, à ce qui semble, manquent de foi dans leurs destins, contre d'autres peuples obsédés par une manie de messianisme, et hallucinés par une ambition lunatique. L'Espagne doit se faire entendre, mais non pas pour commenter les événements, car notre opinion pourrait paraître dictée par le dépit. Laissons à l'histoire le soin de juger les hommes et les œuvres, au temps qui court rapide, celui de sanctionner les réussites et les maladresses.

Ce qui nous intéresse à nous, c'est de prévenir et de nous prévenir contre ce qui pourrait arriver, ou ce que l'on tente de faire arriver.

L'Espagne est depuis plus de deux ans un foyer de menaces et de dangers pour la paix. Et elle continuera à l'être tant que l'affaire espagnole ne se réduira pas à un conflit entre Espa-

gnols, et le danger s'accroîtra d'autant que se prolongera l'ingérence étrangère.

Dès le début de la rébellion, l'Espagne en présence d'une invasion dissimulée, dénonça le fait au monde; et a continué à réclamer stérilement l'accomplissement de traités et engagements.

Loin d'écouter sa voix et d'exaucer ses justes demandes, on la priva de tous les moyens de défense et on engendra un avorton éhonté qui, pour comble de sarcasme, porte pharisaïquement le nom de Pacte de la Non-Intervention.

Ce pacte a servi à nos ennemis, non seulement pour leur permettre de mettre impunément en jeu leurs ressources dans la guerre contre notre pays, mais encore pour forger et obtenir une collaboration ingénue mais efficace, des neutres et amis, dans leurs desseins d'étrangler l'Espagne.

Et cependant nous consentîmes à faciliter la tâche du Comité de Londres.

Mais non sans que nous élevions toujours notre protestation de principe. Nous ne pouvions admettre le parallèle entre une junte de factieux et un Gouvernement légal, ni que l'on confondit la guerre d'invasion, réalisée en un pays par des unités régulières d'une armée étrangère, avec le sacrifice généreux d'une poignée de volontaires, ni que l'on mutilât nos droits de gouvernement légitime en échange de l'accomplis-

sement mystifié de ce qui était un devoir primordial pour les pays signataires de l'accord de Genève.

Mais nous ne voulions pas donner le moindre prétexte à ce que notre attitude put s'interpréter comme le désir de chercher dans le chaos d'une guerre mondiale la solution à notre problème. Et nous transigeâmes, quoique sachant que ces coupables faiblesses d'autrui ne pourraient qu'ajourner la possibilité d'une guerre en transformant l'éventuel en inéluctable et en le rendant doublement terrible.

Avec des arguties spécieuses, destinées à gagner du temps, on a voulu ignorer ce que tous savaient, dans l'espoir qu'entre-temps nous succomberions asphyxiés et que, le cauchemar écarté, on pourrait pleurer sur notre tombe notre vain héroïsme et les incléquences du destin et qui sait ? recueillir peut-être aussi, à titre de souvenir affectueux, quelque résidu de nos dépouilles.

La volonté du peuple espagnol a anéanti tous les calculs.

Aujourd'hui, personne, pas même l'envahisseur n'ose nier l'agression. Mais au lieu d'assurer la base de la paix sur l'accomplissement des engagements, on tente de sophistiquer à l'aide d'accommodements et de transactions. A cela nous répondons : NOUS NE L'ADMETTONS PAS.

En vue de l'échec du plan du retrait des volontaires du Comité de Londres, notre Gouvernement annonça à Genève, lieu où auraient dû se débattre toutes les affaires d'Espagne dans leurs rapports avec les autres pays et d'où elles furent escamotées, annonça, dis-je à Genève, sa décision de licencier, tous les volontaires étrangers, de véritables volontaires ceux-ci, qui combattaient dans nos rangs.

Allant encore plus loin que le plan de Londres, nous licenciâmes tous les étrangers, même les ressortissants de pays qui n'avaient pas souscrit le pacte de Non-Intervention ; et pour éloigner toute suspicion, nous étendîmes la mesure à ceux qui s'étaient naturalisés espagnols postérieurement au début de la rébellion ; nous demandâmes à la Société des Nations qu'elle assumât sans conditions ni restrictions le contrôle de l'accomplissement de notre promesse. Malgré cela, nous ne mettions pas la moindre limite à l'investigation éventuelle des agents du Comité de Londres, dans les conditions que son plan signalait et que nous avions acceptées.

Lorsque nous parlâmes devant la Ligue, l'Europe traversait des heures d'angoisse ; nous voulûmes, par notre geste, alléger l'atmosphère orageuse ; nous voulûmes contribuer à ce que notre lutte se réduisit à un conflit intérieur, et éloigner les complications ; nous voulûmes faire

disparaître le moindre prétexte de nous priver de nos droits inaliénables de pays souverain.

À Genève, comme partout et à tout moment, notre zèle envers la paix, était et est irréfutable. Je sais bien que d'aucuns prétendent homologuer notre attitude par la pseudo offre de neutralité qui aurait été faite par les factieux aux centres officiels de certaine grande puissance, par l'entremise d'un aristocrate qui a de fortes alliances familiales en Angleterre. Mais peut-on confondre une déclaration forcée et dictée par la peur, avec un geste effectif? N'est-il pas évident qu'en cas d'un conflit européen, la convenance des rebelles et de leurs alliés consiste à simuler une neutralité passagère, pour obtenir ainsi notre blocus complet, et, d'un suprême effort, parvenir à liquider notre lutte, pour se poster alors avec une armée de deux millions d'hommes dans le dos de la France et pour cadenasser le passage de Gibraltar?

Il est vrai qu'il y a des gens que l'évidence aveugle comme le soleil éblouit ceux qui le regardent en face, mais même en admettant ce fait, on ne saurait parfois déterminer où finit la candeur et où commence la complicité.

Je m'adresse aux dirigeants de la politique de certains pays amis, auprès desquels je puis avoir quelque autorité, du fait que je ne me suis malheureusement pas trompé dans mes prophéties sur le sort de l'Autriche et de la Tchécoslova-

quie, de même que j'aurai raison aussi en d'autres prophéties, que ma responsabilité ne me permet pas de répéter en public, si l'on continue à suivre la même trajectoire erronée d'aujourd'hui. Je m'adresse à eux pour leur répéter que ce ne sont pas des colombes messagères qui pourront apporter la paix. La paix ne surgira que si on oblige les étrangers à ne pas s'immiscer dans notre affaire ; ceux qui se disent nos amis et les amis de la paix ont les moyens et le devoir de le faire.

Ce que nous n'admettrons pas, c'est un farce de plus, un simulacre d'évacuation par lequel on rembarquerait ceux qui sont dans notre pays depuis X mois, ou bien les invalides et les malades, ou un nombre limité d'italiens et d'allemands que l'on serait prêt à remplacer à la première occasion.

C'est une tromperie par laquelle nous ne nous laisserons pas duper. Ce n'est pas là le plan que l'on nous proposa et que nous avons accepté. Nos volontaires, dont le nombre n'atteint pas dix mille, ont été retirés des fronts ; nous avons le droit d'exiger le retrait total et contrôlé des armées d'invasion ; et sans que l'on puisse en tolérer le camouflage en unités de la Légion Etrangère ou en maures, ni la simulation sous une pseudo-naturalisation de fraîche date.

Ce n'est pas ainsi que l'on obtiendra la paix ; on ne l'obtiendra pas davantage par des tenta-

tives de médiation. Et entre qui et qui? Entre nous et les envahisseurs? c'est ce que nous ne cessons de réclamer, d'après nos droits, depuis plus de deux ans. Et ceux qui y sont obligés n'ont pas osé le faire. Le feront-ils enfin? Ou bien ce que l'on prétend est-ce une médiation entre les rebelles et nous? Ce ne serait plus une médiation, mais une médiatisation. Et l'Espagne n'est pas un pays à capitulations.

Les factieux, eux aussi, ont repoussé la médiation. Ils ne sont pas libres, mais même s'ils l'étaient, ils ne pourraient faire autrement. Quiconque se dit Gouvernant espagnol ne saurait adopter une autre attitude. S'il y manquait, le peuple le mettrait en pièces et la postérité le couvrirait d'opprobre.

Les affaires des Espagnols se résolvent entre Espagnols. Et l'on n'obtient pas davantage la paix en tâchant de stabiliser les fronts et de fabriquer des frontières artificielles entre la zone rebelle et la zone loyale. Cela jamais.

Si quelque Espagnol l'admet, ne fut-ce qu'en hypothèse, il se rend coupable du délit de haute trahison envers la patrie et se dépouille lui-même de sa nationalité.

Oyez-le bien ; nous savons que le triomphe des factieux signifierait notre extermination totale. Eh bien ! plutôt que le morcellement de l'Espagne, notre extermination.

Si quelque apôtre ou envoyé de la paix frap-

paît à notre porte pour nous faire des offres de médiation ou de fractionnements, notre réponse serait un geste courtois, mais sec et ferme, de congé.

Que personne ne vienne non plus parler à l'Espagne d'affaires espagnoles qui aient été traitées sans son intervention. Qu'on n'essaie même pas de nous en parler.

Comment alors nous réintégrer à la paix ? Rien de plus simple ; en rétablissant la légalité internationale violée. Qu'on oblige les envahisseurs à se retirer. Qu'on nous restitue nos droits piétinés, de Gouvernement légitime. En peu de mois, peut-être de semaines, la paix surgira spontanément.

Le Gouvernement Espagnol a donné les bases des fins de guerre, dans ses treize points et dans mes récents discours. Nous voulons assurer l'indépendance de l'Espagne et la liberté des Espagnols. Nous voulons garantir les libertés régionales de l'Espagne. Nous voulons que la physionomie juridique de l'Etat Espagnol, ce soit le peuple Espagnol lui-même qui la signale, au moyen d'un plébiscite, dans les normes de tolérance, de liberté et de garanties individuelles. Nous nous engageons, à la fin de la guerre, à une amnistie complète. Nous préconisons un Gouvernement fort et ferme d'origine démocratique, qui agisse conformément aux décisions de la souveraineté nationale émanée de la volonté

populaire. Et nos desseins sont garantis par un Gouvernement qui a su rétablir l'ordre, créer une armée, reconstruire une administration, unifier un peuple, défendre son territoire, et qui a été, depuis nombre de générations, le premier gouvernement énergique qui ait réussi à conjurer une direction ferme avec les desseins du peuple.

La politique de paix de nos adversaires se base sur la destruction du rival ; notre politique de paix repose sur la réconciliation avec celui qui fut, jusqu'à ce jour, notre ennemi. Réconciliation qui ne peut se réaliser que sur la base d'une collaboration en vue de la reconstruction et de la renaissance de l'Espagne. Aussi faut-il que nous triomphions et nous triompherons. Bientôt, si l'on nous rend justice. Dans des mois, si l'on continue à nous créer des obstacles. Dans des années, peut-être au prix d'une lutte chronique, s'il le faut dans les rues et les carrefours, si l'on tentait de nous asphyxier. Et de cette façon, le danger qui menace la paix, n'aura pas de fin.

Il faut parler clair ; ce qui est en jeu pour les pays agresseurs de l'Espagne ce n'est pas une rivalité d'idéologies, mais bien la lutte pour l'empire du monde.

L'homme de la rue peut se laisser éblouir par les lieux communs qui ont la durée de la mode d'un jour. L'homme d'Etat doit savoir

que les erreurs de perspectives, d'un mauvais quart d'heure de l'histoire, peuvent entraîner des conséquences irréparables.

L'Espagne souhaite et espère que l'esprit de tolérance et de bonne harmonie internationale de certaines nations triomphera d'un arrivisme aux appétits insatiables et à l'esprit exterminateur. C'est pour cela qu'elle encourage à la fermeté et en donne l'exemple. Mais ce que nous ne pourrions faire, c'est unir notre sort à celui des nations qui s'entêtent à périlcliter. Parce que l'Espagne raffermie par sa nouvelle vitalité, est en train de ressurgir, forte et unie, en un idéal commun à tous les Espagnols, et n'est pas disposée à périr.



